

Service de la Présidence et de la Délégation générale  
Marie-Sophie Thiroux  
[dg@laligue.org](mailto:dg@laligue.org)

Madame la Députée  
Monsieur le Député  
Assemblée nationale  
126 rue de l'Université  
75355 Paris 07 SP

Paris, le 26 octobre 2024

Réf : DG -23-31 :

Objet : courrier de la Ligue de l'enseignement concernant l'amendement n°II-AC19 au projet de loi de finances pour 2024

Envoi par mail

Madame la Députée  
Monsieur le Député

Par amendement n°II-AC19 au projet de loi de finances pour 2024, le Rassemblement national propose de réduire les subventions inscrites au programme 230 sous forme de Conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) versées à trois associations dont la Ligue de l'enseignement. Un groupe parlementaire est démocratiquement fondé à mettre en perspective et le cas échéant à contester la nature d'utilisation des crédits du budget de l'Etat. Toutefois, eu égard aux arguments avancés – « associations à caractère politique ne [respectant] pas le principe de laïcité et de neutralité du service public de l'éducation », « activités de propagande politique et idéologique sur les élèves [...] condamnées par la justice » - la Ligue de l'enseignement estime nécessaire d'informer l'ensemble de la représentation parlementaire sur ses activités et ses valeurs associatives, que ce soit comme réseau national d'éducation populaire ou comme mouvement d'idées.

Reconnue d'utilité publique depuis près d'un siècle (1930) et agréée association complémentaire de l'école publique depuis la création de ce statut (1990), la Ligue agit aux côtés des pouvoirs publics nationaux et territoriaux au bénéfice des jeunes, sur temps scolaire, par exemple en classes de découvertes, et aussi hors temps scolaire : à preuve les plus de 3,6 millions d'enfants et de jeunes qui fréquentent chaque année un centre de loisirs, une école de sport, un atelier de lecture et d'écriture ou encore un tiers-lieu numérique, assistent à un spectacle jeune public, une projection cinématographique, une exposition, une rencontre du patrimoine, des œuvres ou des artistes, suivent un parcours d'insertion et de formation professionnelle. Ainsi, comme d'autres mouvements d'éducation populaire, la Ligue de l'enseignement contribue, dans l'ensemble des départements y compris ultramarins, au travers de ses 102 fédérations départementales et conformément à sa convention avec le ministère de l'éducation nationale, à la « continuité éducative » inscrite au Code de l'éducation. Elle travaille également à développer l'accompagnement des éducateurs et l'innovation pédagogique : en témoignent, pour prendre des exemples récents et touchant parfois à des questions « vives », nos initiatives et outils aussi bien dans le champ de la déconstruction des préjugés que de l'éducation à la sexualité, de l'éducation à la bienveillance et à la prévention du harcèlement,

des classes de découverte et de la classe dehors ou encore de la prévention de la radicalisation et de la lutte contre le complotisme.

En effet, la Ligue est également un mouvement d'idées, porté par 20.000 associations affiliées et fort d'un million d'adhérents. Née en 1866, elle est à l'origine de la pétition populaire de 1872 en faveur d'un enseignement gratuit, laïque et obligatoire ayant recueilli plus de 910.000 signatures et ouvert la voie des lois scolaires des années 1881-1886. Très active lors de la loi de séparation des Eglises et de l'État de 1905, la Ligue de l'enseignement a fait de la laïcité le principe de son positionnement dans le débat public.

La Ligue de l'enseignement s'inquiète qu'un groupe parlementaire s'affichant républicain cherche à disqualifier comme « propagande » ce qui relève simplement du débat public. Mais, en toute hypothèse, la Ligue de l'enseignement assume explicitement sa défense de la laïcité, fondée sur la stricte neutralité de l'État, comme une dimension centrale des libertés publiques et associatives, si précieuses à l'appui de l'État de droit, et comme un fondement irremplaçable pour une éducation émancipatrice des jeunes, participant pleinement de la cohésion sociale.

Hélène Lacassagne  
Présidente

A handwritten signature in black ink, reading "Hélène Lacassagne", with a horizontal line underneath it.